DEMAIN SE CONSTRUIT AUJOURD'HUI
BADR

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER

économie
LIBERTÉ

RAPIDITE & FIABILITE
SERVICE MONDIAL
DE LIVRAISON EXPRESS
(lettres et colis)
ups
UPS Algeria sarl
18, Av. Franklin Roosevelt Alger •
Tél. 021 23 00 33 / 021 23 05 55 Fax 021 23 03 04

N° 288 - Du 25 au 31 août 2004 - Cinquième année - ISSN 1112 - 2447 - 40, Bd Mohamed V - Alger - Tél. : 021- 64-36-70 - Fax : 021-64-36-71 - PRIX : 20,00 DA

SÉCURITÉ SOCIALE, RETRAITES ET SANTÉ

CONSOMMATION
À PRENDRE OU À LAISSER

Ou la très vieille histoire de la vente en vrac

Par [illegible]

Dans les faits et gestes du commerce de gros ou de détail, les choses n'ont commencé à péricliter qu'une fois l'indépendance reconquise. Très vite, la manière bien algérienne d'affirmer notre identité a provoqué des changements de comportements radicaux par rapport aux pratiques de l'époque coloniale honnie. Un peu comme si, quelque part, on s'était senti contraint de jeter le bébé avec l'eau de son bain. Qu'il s'agisse de l'époque des pénuries, organisées ou non, avec les fameuses ventes concomitantes, parfois surréalistes du style "vous êtes obligés de prendre deux manches de pioche avec un bidon de cinq litres d'huile, c'est à prendre ou à laisser", et cela se passait dans des magasins de l'Etat, ou qu'il s'agisse d'insuffisance, voire d'absence absolue de contrôle de la qualité et des prix imposés (par l'Etat, et c'était son droit, puisqu'il était l'unique importateur de biens et marchandises, et donc habilité à imposer les marges bénéficiaires que nul commerçant ne respectait, ou presque, puisque pour s'approvisionner en gros, il devait verser une ristourne à qui de droit).

A ce propos, curieusement, si du temps du socialisme spécifique presque personne ne respectait les prix taxés, les commerçants de notre nouvelle lubie nationale, l'économie de marché, se sont découvert le génie de s'entendre sur des prix, les plus élevés possibles, à la manière des trusts et des lobbies. Mais alors qu'aux USA, il existe bel et bien une loi antitrust, en Algérie, les pouvoirs publics vous répondront que "nous sommes en économie de marché, et les prix sont libres !"...

Une proposition de genèse

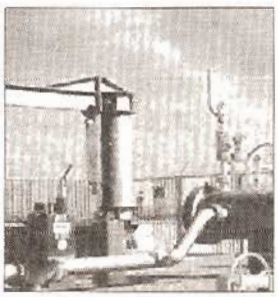
Tout a commencé, au départ à cause de la pénurie, pour finir par devenir un péché mignon, jamais sanctionné par les pouvoirs publics. Vous demandez un kilo de

Sommaire

SELON M. BAGHDADLI, DG DE L'ANDI

Le marché algérien est en expansion

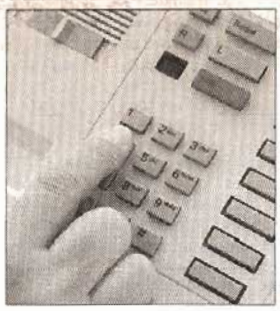
Page 6



ABDELHAMID BOUDAOUD, PRÉSIDENT DU COLLÈGE NATIONAL DES EXPERTS ARCHITECTES

"Je ne suis pas un fan des villes nouvelles"

Page 7



ALGÉRIE TÉLÉCOM

Les communications sur le réseau fixe en hausse

Page 8

CRISE DE L'ENTMV

Juste un orage d'été ?

Pages 10

économie LIBERTÉ

Supplément hebdomadaire du quotidien Liberté

Édité par la s.a.r.l. SAEC-Liberté

DIRECTION ET REDACTION :

40, Bd. Mohamed V - Alger

Tél. : 021.64.36.70/71

Tél./Fax : 021.63.72.13

e-mail: liberte_economie@hotmail.com

Directeur de la Publication-Gérant : **Ali Ouafek** - Directeur de la rédaction : **Mokhtar Haider** - Rédacteur en chef : **Abdelkrim Alem** Secrétaire général de la Rédaction adjoint :**Fayçal Nasri** - Rédaction : **F. Aouzelleg - Faïçal M. - Rachid Moussa - Kh. Ouadi M. K. - Fayçal Arbaoui - Méziane Taneffout - Y. B. - B. Hachemane - K. B. - Meziane Rabhi - A. Wahib-Djamel Zidane-AhmedYacine-** Responsable technique P.A.O : **Lyès Bouchelouche** - Photographe : **Nabila Benameur.** - Documentation **Amel Bounckta** - Responsable de la Publicité : **Naïma Benbahouche** - Tél : (021) 64.36.70 - **Contactez aussi : ANEP :** 1, avenue Pasteur, Alger - Tél. : 021.73.76.78 - 73.71.28 - Fax : 021.73.95.59 **- EDIT-COM et N.M.A :** - Tél. : 021.58.85.59/.58.45.76 - Villa 138, lot Saïdoune, Kouba, Alger Flashage **: AGS** - IMPRESSION : **SIA** - DIFFUSION **N. M. A** (Centre - Est - Ouest) - BADR - Agence El-Harrach CB : 635.300.301.716-23

LES LETTRES, DOCUMENTS ET PHOTOS REMIS À LA RÉDACTION NE PEUVENT FAIRE L'OBJET D'UNE QUELCONQUE RÉCLAMATION.

EDITO Par Mokhtar HAIDER

EMBARRASSANTS FACE-À-FACE

Les spécialistes boursiers imputent généralement ces hausses à la situation en Irak, au Venezuela et à la faillite qui guette le géant pétrolier russe Ioukos. Toutefois, ce sont des analyses de spécialistes en Bourse qui réagissent sur le court terme seulement, au moindre frémissement du marché.

Ce millénaire commence décidément de bien curieuse façon et les évènements qui en ont ponctué les débuts dans le monde entier ou dans sa partie la plus active ont de quoi laisser perplexes les plus avertis.

Un exemple très classique : le pétrole à près de 50 dollars le baril à New York n'a plus rien d'étonnant. A New York, le baril de Light sweet crude pour livraison en septembre a dépassé pour la première fois les 49 dollars en milieu de séance boursière et a atteint un nouveau record à 49,40 dollars en séance, en hausse de 70 cents par rapport à jeudi soir.

A Londres, le baril de Brent pour livraison en octobre s'est hissé à un nouveau record à 45,15 dollars en séance de vendredi dernier, en hausse de 82 cents par rapport à la séance de jeudi soir.

Les cours ont ainsi franchi une hausse de 50% par rapport au mois de janvier et à voir les brillantes intelligences qui gouvernent le monde, un pétrole à 100 dollars n'est pas une hypothèse d'école.

Les spécialistes boursiers imputent généralement ces hausses à la situation en Irak, au Venezuela et à la faillite qui guette le géant pétrolier russe Ioukos. Toutefois, ce sont des analyses de spécialistes en Bourse qui réagissent sur le court terme seulement, au moindre frémissement du marché.

Mais, il faut peut-être croire que cela ne suffit pas à expliquer cette hausse qui comporte des causes plus fondamentales et traduit l'échec d'une série de politiques désastreuses qui ont conduit le monde à ce qu'il est aujourd'hui, devenu, le pétrole bradé, qui avait perdu 75% de sa valeur en 5 mois en fin 80 et début 81, ne correspond plus qu'à la triste période des années 80 dominée par l'ultralibéralisme bête et méchant de ces années qui s'est certes conforté par la chute du mur de Berlin et ensuite par la guerre du Golfe.

Pendant un court instant historique, abusées par ces victoires, les ultradroites ont cru le monde et surtout l'avenir, à leur portée, insultant tout ce qui pouvait ressembler à la logique et à tout ce qu'il y d'humanité.

Personne ne l'a dit tout haut, parce que personne n'y a cru. Mais "l'Amérique et les Anglais ne profiteront pas du pétrole ne, cela se dit chez les résistants et même au niveau de l'armée du Mehdi de Moqtada Sadr. On n'y croit pas, bien sûr et pourtant... les sabotages de pipeline irakiens ne se comptent plus. Deux à trois kilos de dynamite suffisent pour faire sauter ces canalisations vulnérables en n'importe quel point sur des centaines de km en Irak, en Arabie Saoudite et en Turquie. L'Etat le plus policier au monde ne suffira pas à surveiller tout cela et, empêcher les contrecoups boursiers de la baisse des fournitures pétrolières qui en découlent..

La victoire référendaire de M. Chavez, le chef de l'Etat du Venezuela, l'un des premiers producteurs mondiaux de pétrole, et le premier fournisseur de pétrole aux Etats-Unis, contre son opposition qui voulait le faire destituer a fait sensation pour une seule raison : elle a été ressentie par tous d'abord et en premier lieu comme un échec des Etats-Unis et un désaveu populaire de leur politique. Parceque ce qui est bon pour les Etats-Unis n'est peut-être plus forcément bon pour les peuples.

Jusqu'à des époques récentes, la première puissance mondiale pouvait imposer ce qu'elle voulait face à des Etats soit alliés, soit gouvernés par des pouvoirs stipendiés. Ces derniers sont de plus en plus remis en cause par leurs opinions intérieures ou de larges parties des populations et de l'électorat... et des groupes armés terroristes qui ont beau jeu. Le 20e siècle a été un siècle d'équilibres ou de sous-équilibres, quels qu'ils soient, entre des formes d'organisation exclusivement étatiques. Aujourd'hui, cette politique n'est plus valable, car l'on a affaire non seulement à des Etats, mais à des courants d'opinion influents ou actifs même quand ils sont minoritaires comme les syndicats, les médias ou groupusculaires comme les nébuleuses et groupes terroristes.

Aujourd'hui, la puissance américaine n'a plus que son artillerie pour menacer et détruire, mais rien pour dominer. Et comme un malheur ne vient jamais seul, quelques puissances rivales de plus en plus puissantes (Chine, Inde, Union européenne) ont commencé à poindre et à damer le pion au dollar-roi, entraînant dans leur sillage une autre idée des relations internationales, du commerce équitable, du développement durable et des droits des peuples, des idées qui, hélas, n'ont encore aucune place au sein de l'establishment américain.

GAZ BOLIVIEN

La route péruvienne privilégiée

On se souvient des graves émeutes provoquées par le projet d'exportation de gaz bolivien par gazoduc vers le Chili. Un contentieux entre les deux pays, datant du 19e siècle quand le Chili avait fermé à la Bolivie l'accès à l'océan Pacifique, avait entraîné la chute du précédent gouvernement bolivien de Gonzalo Sanchez de Lada.

Un référendum a été organisé dimanche 18 juillet par le nouveau président, Carlos Mesa, pour consulter le peuple bolivien sur la gestion des réserves de gaz naturel du pays. Les résultats définitifs de cet exercice démocratique n'ont été connus avec précision que le 4 août. Sur les cinq questions posées aux Boliviens, les trois premières avaient réuni une majorité de "oui", le suspense portant sur les deux dernières questions.

La récupération par la Bolivie de la propriété des hydrocarbures à la tête de puits est passée comme une lettre à la poste, ce qui a permis à Carlos Mesa de déterminer immédiatement la route de d'évacuation et le marché cible du gaz du projet Pacific LNG, cause de tout ce charivari. Ce gaz évacué par le Pérou, via le gazoduc de Camisea probablement, et sera destiné aux marsont tenaces... Il en est de même pour la formule consistant à maintenir la liberté pour les compagnies internationales d'exporter des volumes supplémentaires de gaz contre une augmentation des royalties revenant à l'Etat bolivien. Cependant, toutes les propositions ont été votées.

A la lumière de ces développements intervenus sur la scène énergétique bolivienne, à mettre en ligne avec le recadrage stratégique enregistré en Argentine et les efforts des Vénézuéliens, notamment, de créer une grande compagnie latino-américaine des hydrocarbures (Petrosur), il apparaît que les peuples et une majorité des gouvernements d'Amérique latine sont revenus de la grande illusion ultralibérale des années 90.

Pour preuve, le verdict de la consultation populaire au Venezuela qui a confirmé Hugo Chavez dans ses fonctions, lui le chantre d'une

BRÈVES

Skikda : un seul train de GNL pour trois détruits

● Les trois trains de GNL détruits à Skikda par la forte explosion de triste mémoire (janvier 2004) devraient être remplacés par un seul train plus moderne bien sûr et plus compact, dont la capacité de production serait supérieure de 500 000 tonnes à 1 million de tonnes/an à la totalité des capacités annihilées. Le coût de l'opération serait de 800 000 dollars.

● Les 100 MW de Ziama Mansouriah de nouveau opérationnels

C'est samedi 24 juillet que le deuxième module (50 MW) de la centrale hydroélectrique de Ziama a été symboliquement remis en service par Chakib Khelil, ministre de l'Energie et des Mines.

L'attentat terroriste qui avait privé le réseau national de cette belle infrastructure a peut-être été une des causes du fameux black-out de l'année passée, puisqu'il manquait précisément 100 MW de capacités, à l'Est du pays, lors d'une forte demande de pointe due aux fortes chaleurs.

Cap sur le GTL

● En une semaine, le Qatar prouvait que les déclarations de ses responsables du secteur énergétique, concernant les ambitions de l'émirat en matière de GNL ne relavaient pas de la forfanterie.

Le 8 juillet dernier, le Qatar Petroleum a conclu avec Shell un accord de développement et de partage de production dans le cadre du projet Pearl GTL.

Ce projet intégré prévoit la production de gaz naturel et sa transformation en liquides de synthèse. Une première usine devrait produire 70 000 barils/jour de GTL, de condensat et de GPL dès 2009. Une deuxième usine de même capacité devrait porter la production de GPL à 140 000 barils/jour en 2011.

Dans la même semaine, la plus grande firme mondiale, ExxonMobil, se lance à son tour dans l'aventure du GTL qatari. Elle va investir 7 milliards de dollars pour mettre en place une capacité de 154 000 barils/jour, le record absolu jusqu'à présent. Ce projet est du même type que le projet de Shell, il devrait entrer en production à partir de 2011.

A ce rythme, on peut conjecturer que les capacités de production de GTL ne seront pas loin de 500 000 barils/jour pour le seul Qatar, au début de la décennie prochaine ce qui fera de ce petit émirat "la capitale mondiale du GTL", ainsi que ses responsables l'avait déclaré lors du 3e Forum des pays exportateurs de gaz qui s'était à Doha.

...mais le CTL arrive

● Soixante millions de tonnes/an de CTL, c'est l'objectif fixé par l'accord intervenu entre la Chine et l'entreprise sud-africaine SASOL, le 29 juin dernier. Il s'agit, en effet, d'investir 6 milliards de dollars dans deux usines à implanter dans deux régions riches en charbon. Pour les profanes, le CTL est l'équivalant du GTL, mais est obtenu à ses savants la transformation du charbon silésien en carburant de synthèse indispensable aux tanks de Panderdivision et aux Messerschmit de la Luvtwaffe. Ayant récupéré certains des ingénieurs allemands associés à cette découverte, l'Afrique du Sud a pu perfectionner cette technologie et desserrer l'étau de l'embargo qui lui avait été imposé par la communauté internationale pour cause d'Apartheid.

La République sud-africaine ayant rejoint le monde civilisé, son entreprise énergétique SASOL reste détentrice d'un savoir-faire unique au monde en matières de transformation du charbon en carburant de synthèse. Il était dès lors naturel de voir les autorités chinoises solliciter SASOL pour valoriser au mieux les énormes réserves de charbon de la Chine menacée de déclassement pour cause de protection de l'environnement. L'accord qui vient d'intervenir va permettre de couvrir environ 50% des importations de pétrole prévisionnelles de la Chine à l'horizon 2010/2012.

Cela est considérable et aura un impact certain sur le marché du charbon, du pétrole et du gaz.

Cycle combiné
Après Skikda, Hadjeret Ennous

● L'ouverture publique des plis de l'offre technique relative au projet de centrale électrique à cycle combiné de puissance 1 200 MW, et qui sera implantée à Hadjeret Ennous (Tipasa), a eu lieu lundi 19 juillet à l'hôtel Hilton d'Alger.

Etaient en compétition le canadien Lavallin, l'allemand Siemens et le français Alsthom. Seules les offres techniques de Lavallin et de Siemens ont été déclarées recevables ; celle d'Alsthom ne respectait pas les critères de recevabilité définis par le cahier de charges.

Les deux entreprises retenues devront faire une offre commerciale dans les semaines à venir. Ces offres feront également l'objet d'une ouverture des plis publique.

Cette centrale sera la deuxième du genre (cycle combiné) après celle de SKS Skikda (800 MW).

Roumanie
On privatise

● Le russe Gazprom, l'italien Enel, les allemands Ruhrgas et Wintershall, le français Gaz de France sont en compétition pour acquérir 51% du réseau gazier romain, soit 2 millions de clients pour 10 milliards de m3/an de ventes.

Les firmes allemandes paraissent les mieux placées en raison de leur connaissance du marché est-européen.

Du pétrole russe pour le Japon

● Le Japon est prêt à offrir un financement de 5 milliards de dollars pour la construction d'un pipeline long de 4 118 kilomètres à même de transporter 80 millions de